

**SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE  
CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**EXTENSION DU DEZONAGE DES CARTES IMAGINE'R ET TRANSITION  
A LA PERIODE COMPRISE ENTRE LE 1<sup>ER</sup> JUILLET ET LE 31 AOÛT**

**DECISION n° 7989  
prise dans sa séance du 11 juin 2004**

Vu l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France,

Vu le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France,

Vu le décret n° 59-1090 du 23 septembre 1959 modifié portant statut du Syndicat des transports d'Ile de France,

Vu ses décisions du 18 juin 1988 portant création des abonnements multimodaux annuels dénommés cartes Imagine'R destinés d'une part, aux collégiens, lycéens et apprentis en formation par alternance, d'autre part aux étudiants,

Vu sa décision du 12 décembre 2000 compensant aux entreprises privées de transport routier les pertes de recettes liées au dézouage de la carte Imagine'R pendant les petites vacances,

Le conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile de France,

**DECIDE**

**Article 1 :** la validité des cartes Imagine'R et Transition est étendue, sur les réseaux sur lesquels elles sont autorisées, à la totalité de la région d'Ile de France pendant la période comprise entre les 1<sup>er</sup> juillet et 31 août.

**Article 2 :** les pertes de recettes directes correspondantes sont prises en charge par la région d'Ile de France, à hauteur de 15 M€ TTC pour les années 2005 et suivantes. Pour l'année 2004, le montant s'élève à 13,5 M€ TTC. Les modalités de cette prise en charge seront arrêtées par convention entre le STIF et la Région.

**Article 3 :** pour la RATP et la SNCF, les conséquences de cette décision seront inscrites dans des avenants aux contrats STIF-RATP et STIF-SNCF présentés au Conseil avant la fin de l'année 2004.

**Article 4 :** au titre de l'ensemble des dézouages, par carte Imagine'R et équivalent annuel de coupon Transition vendus, le STIF verse à OPTILE et au réseau départemental de Seine Saint-Denis, respectivement 0.7143 €HT et 0.0271 €HT. La décision du 12 décembre 2000 visée ci-dessus est annulée.

Le président du conseil d'administration du  
Syndicat des transports d'Ile de France

  
Bertrand Landriel